



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Mardi 11 décembre 2018

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80 / 0560 07
95 95
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Exportation de Ciment : adapter les moyens logistiques (El Moudjahid)	3
• Lancement d'une caravane pour faire connaître la production nationale (Radio Algérie)	4
• Mme Houda Faraoun, ministre de la poste, des télécommunications, des technologies et du numérique : « Vers de meilleures offres de services en 2019 » (El Moudjahid).....	4
• Algérie: les envois de fonds de la diaspora devraient progresser à 2,2 mds de dollars en 2018 (APS).....	5
• Export: nécessaire structuration des procédures logistiques (Radio Algérienne).....	7
• Vers la création de micro-entreprises pour la valorisation des ressources forestières (APS).....	8
• L'industrie automobile nationale à l'honneur du 18ème Salon AutoWest (APS)	9
• André Abboud, DG de Renault Algérie : «Nous sommes fortement impliqués dans le développement de la filière avec 8 sous-traitants locaux» (Reporters).....	10
• Des étudiants de l'université africaine de Tlemcen remportent un prix international (Maghreb Emergent)	12
• "SONATRACH INVESTIRA DANS LE DESSALEMENT D'EAU DE MER" (RESPONSABLE) (Maghreb Emergent)	13
• Le prix du pétrole baisse en raison de doutes sur l'offre et la demande (TSA).....	14
Coopération	15
• Algérie-Angola: la coopération énergétique évoquée à Alger (APS).....	15
• Tlemcen: L'agriculture au menu de l'ambassadeur de la délégation de l'UE en Algérie (Le Quotidien d'Oran)	15
• Participation de l'Algérie à la 1e Foire commerciale intra-africaine au Caire (APS).....	17
Veille	19
• Oran : le 7e salon national des industries traditionnelles du 26 décembre au 1er janvier (APS)	19

Exportation de Ciment : adapter les moyens logistiques (El Moudjahid)

Les acteurs intervenant dans l'export de ciment et de clinker doivent œuvrer à adapter les moyens logistiques pour optimiser les opérations d'export, a indiqué samedi dernier à Alger, le directeur export et import de l'entreprise de production Lafarge Holcim Algérie, Hafid Aouchiche. Intervenant lors d'une table ronde sur le thème «La nouvelle stratégie logistique à l'exportation» dans le cadre du Symposium international sur la Trans-logistique le transit et l'entreposage des marchandises, M. Aouchiche a insisté sur l'intérêt d'adapter les moyens pour l'export de ciment et de clinker, notamment à travers des halls de stockage et des machines destinées au chargement de ces produits sur les navires marchands. Dans ce cadre, les différents acteurs, pouvoirs publics, services des douanes et institutions impliquées dans l'export travaillent à mettre en place des halls de stockage à proximité des différents ports du pays pour la préservation de la qualité du clinker à exporter, a-t-il fait savoir.

De plus, pour mener au mieux les activités d'export, M. Aouchiche a plaidé au développement «de réflexes» à l'export y compris chez les opérateurs économiques du fait que l'activité de l'export n'a commencé à émerger que récemment en Algérie. Cette adaptation est appelée en particulier dans le secteur du ciment du fait de la grande concurrence présente sur les marchés internationaux de ce produit. A titre d'exemple, les cadences de charges de clinker sur les ports d'autres pays peuvent dépasser les 15.000 tonnes/jour. Elles atteignent jusqu'à 10.000 à 12.000 tonnes/jour en Algérie. Par ailleurs, l'intervenant a indiqué que son entreprise a réalisé près de 350.000 tonnes d'export de ciment et de clinker au cours de l'année 2018. Intervenant lors de cette table ronde, le représentant de l'entreprise publique de services portuaires (Serport), Hacène Benkhrourou, a rappelé la contribution de cette entreprise dans le soutien au secteur logistique, notamment dans les opérations d'export. Dans cette optique, une école de formation en management portuaire, en cours de création, sera réceptionnée au courant du 1er trimestre 2019, a-t-il indiqué. Pour M. Benkhrourou, une approche basée sur une nouvelle conception des instruments de management et de gestion des missions portuaires est dictée par des enjeux économiques actuels. Il a également insisté sur la nécessité d'une transformation technologique qui permettra la dématérialisation des procédures et une connexion en temps réel entre les différents intervenants dans les opérations portuaires.

Lancement d'une caravane pour faire connaître la production nationale (Radio Algérie)

Une caravane de sensibilisation et de promotion du produit national «Mantoudj Bladi» a été lancée, ce lundi, à Sidi Bel Abbès, où a lieu la toute première exposition commerciale. Cette caravane, qui est une foire ambulante en quelque sorte, sillonnera les 48 wilayas du pays.

« Des opérateurs publics et privés ont commencé à exposer leurs produits aujourd'hui », a annoncé le directeur de la Chambre du commerce et d'industrie de Sidi Bel Abbès, Benkhelifa Bouziane au micro de Abdelouahab Bachir, correspondant permanent de la radio Chaîne 3 dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

« À travers cette caravane, nous voulons faire un travail de séduction qui touchera le maximum de gens, afin de tenter de redorer le blason du produit national », a ajouté M. Benkhelifa.

Mme Houda Faraoun, ministre de la poste, des télécommunications, des technologies et du numérique : « Vers de meilleures offres de services en 2019 » (El Moudjahid)

Fidèle à sa parole, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Mme Imane-Houda Faraoun, a indiqué que le nouveau câble Medex qui relie l'Algérie au réseau internet international sera mis en service au courant des toutes prochaines semaines, et ce après la fin des essais techniques.

Mme Faraoun qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne Une de la radio nationale, a précisé que les travaux en cours actuellement, au niveau des eaux territoriales de notre pays à Annaba pour relier le câble maritime international MEDEX, aux équipements se trouvant en mer Méditerranée, prendront fin le 20 de ce mois de décembre. Mme Faraoun a estimé les besoins en internet de chaque usager pour la prochaine décennie entre 20 et 40 mégawatts, ajoutant que le nouveau raccordement permettra de doubler le débit et assurera la solution alternative en cas de panne. «Ce câble fera de l'Algérie un pôle africain dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information», a-t-elle dit, tout en appelant le secteur privé à investir dans ce créneau à travers la création de centres de données numériques.

«L'augmentation du débit dans toutes les wilayas du pays est un défi relevé par l'Etat», affirme Mme Faraoun qui prévoit «qu'une fois le nouveau câble mis en service et après la création de la liaison terrestre reliant le Nord au Sud, le débit serait exporté aux pays africains. Elle a notamment cité l'augmentation du débit Internet à 2 téraoctets au niveau de toutes les wilayas du pays, à l'exception d'Illizi où les travaux sont toujours en cours. Dans ce sens, la ministre a rappelé les grands chantiers

lancés par Algérie Télécom pour le déploiement du réseau de la fibre optique, précisant que la partie la plus difficile est le dernier kilomètre qui consiste à raccorder les foyers à ce réseau.

Avec la mise en service des câbles marins et des centres de données en 2019, Mme Faraoun a rassuré que de nouvelles remises sur Internet avec des offres compétitives seront proposées aux clients de téléphonie fixe et mobile. Le défi consiste, selon la ministre, à permettre aux jeunes de maîtriser les technologies de communication, et à modifier les systèmes d'information afin de mettre fin à la dépendance, en matière de maintenance.

Elle a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mis en place pour assurer la formation continue des personnels au niveau de deux instituts nationaux relevant du secteur, rappelant la formation en 2018, de 7.000 employés issus du réseau de télécommunications algérien. Par ailleurs, Mme Faraoun a attribué le retard dans l'utilisation des terminaux de paiement électronique au facteur temps pour permettre de les fabriquer localement, ajoutant le fait qu'Algérie Poste avait distribué, la semaine dernière, le premier lot aux agences commerciales de Mobilis et d'Algérie Télécom afin de s'assurer qu'ils fonctionnent correctement avant de les distribuer à la fin du mois en cours.

S'exprimant au sujet des tarifs internet à partir du 1er janvier 2019, elle a précisé qu'il n'y aura pas de baisse, mais plutôt des offres commerciales d'Algérie Télécom.

«Avant de parler de baisse des prix d'internet, il faut qu'on parle d'abord de l'importance de la protection de l'économie nationale. L'équation est difficile, mais, facile à comprendre. Si une entreprise investit un montant d'argent, pour relier au réseau toutes les régions, et un autre montant pour la maintenance de ce réseau, pour payer les salaires des employés et le recrutement de nouveaux employés jeunes pour la nouvelle clientèle, tout cela à un coût, et c'est impossible qu'elle (l'entreprise) abaisse ses prix sans qu'il y ait d'autres moyens de rentrées d'argent», a indiqué Mme la ministre.

Algérie: les envois de fonds de la diaspora devraient progresser à 2,2 mds de dollars en 2018 (APS)



Les envois de fonds vers l'Algérie faits par la diaspora devraient se chiffrer à 2,157 milliards de dollars (mds usd) en 2018 contre 2 mds usd en 2017,

selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'immigration et les transferts de fonds publié à Washington.

Le montant prévu représente 1,1% du Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie, précise la copie préliminaire de ce rapport qui livre les récents développements et les prévisions concernant les transferts de fonds vers différentes régions du monde en 2018. Si cette prévision est confirmée, il s'agira alors de la première progression après cinq ans de stabilisation.

De 2013 à 2017, les envois de fonds vers l'Algérie se sont stabilisés autour de 2 mds usd, selon les données de la BM. Les flux attendus cette année restent, cependant, inférieurs au record de 2,4 mds usd enregistré en 2004.

Malgré la progression projetée, les transferts de fonds des Algériens établis à l'étranger restent moins importants comparés à ceux drainés par plusieurs pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).

Selon les mêmes prévisions, l'Egypte tiendrait toujours le haut du pavé avec 25,7 mds de dollars, suivi du Liban avec 7,8 mds de dollars, du Maroc (7,4 mds de dollars) et de la Jordanie (4,4 mds de dollars). Les transferts de fonds des Tunisiens devraient se chiffrer à deux mds de dollars cette année.

Les transferts vers la région Mena devraient augmenter de 9,1% cette année à 59 mds de dollars contre 6% en 2017. Cette augmentation est essentiellement tirée par la croissance rapide attendue en Egypte (+14%).

Pour 2019, l'institution de Bretton Woods prévoit un ralentissement des envois à 2,7%. La baisse des prix de pétrole et les politiques du travail en Arabie Saoudite interdisant certains métiers aux étrangers devraient freiner la croissance de cette manne.

Les transferts vers la région Afrique subsaharienne se sont accélérés en 2018 et devraient accroître de 9,8% en 2018 à 45 mds de dollars, avant de ralentir à 4,2% en 2019 selon les mêmes prévisions.

La Banque estime que les envois vers les pays en développement, officiellement enregistrés, augmenteront de 10,8% pour atteindre 528 milliards de dollars en 2018. Ce niveau nouveau record intervient après une forte croissance de 7,8% en 2017.

A l'échelle mondiale, les transferts de fonds, qui comprennent les flux à destination des pays à revenu élevé, devraient enregistrer une croissance de 10,3% à 689 mds de dollars contre 625 mds de dollars en 2017. La BM s'attend à une progression en 2019 à 715 mds de dollars.

L'Inde demeure cette année, le premier bénéficiaire des transferts de fonds dans le monde avec 80 mds de dollars, suivi de la Chine comme deuxième plus important récipiendaire avec 67 mds de dollars, du Mexique et des Philippines (34 mds de dollars chacun) et de l'Egypte.

Le rapport note, par ailleurs, que le coût moyen d'un transfert de 200 dollars demeure élevé à 6,9% au troisième trimestre 2018, soit plus du double de la cible de 3 % fixée dans les Objectifs de développement durable.

L'Afrique subsaharienne reste la région vers laquelle les transferts sont les plus onéreux, avec un coût moyen de 9%, relève le rapport.

Le partenariat exclusif entre les systèmes postaux nationaux et les opérateurs de transfert d'argent demeure l'un des principaux obstacles à la baisse des coûts des envois car il permet à l'opérateur de facturer des frais plus élevés aux clients dépendant des bureaux de poste.

Export: nécessaire structuration des procédures logistiques (Radio Algérienne)

La nécessaire structuration et la mutualisation des procédures logistiques lors des opérations d'export a été relevée dimanche à Alger par les opérateurs économiques et représentants des structures portuaires du pays.

Lors de son intervention à l'occasion de la seconde journée du Symposium international sur la translogistique, le transit et l'entreposage des marchandises (SITTEM 2018), le directeur de la gare maritime de l'Entreprise du port de Béjaïa, Halim Kacemi, a mis en exergue l'intérêt d'optimiser les différentes procédures de transit pour réduire les délais et donc les coûts de la logistique au profit des opérateurs économiques.

"Le temps moyen de séjour d'un conteneur au niveau du port de Bejaïa depuis son débarquement jusqu'à sa sortie du port est de seize jours", a-t-il fait savoir, indiquant qu'au niveau de ports étrangers, comme celui de Barcelone, ce même délai est de deux à trois jours.

Pour y remédier, il a plaidé pour la densification des solutions informatiques pour fluidifier les opérations de transit.

"L'informatique n'est pas un choix, c'est une nécessité", a-t-il insisté, en se réjouissant de la future mise en place d'un guichet unique informatique accessible à l'ensemble des acteurs intervenant dans l'acte d'exporter.

M. Kacemi a également estimé nécessaire la réalisation d'entrepôts logistiques implantés dans les "lieux privilégiés" à proximité des ports notamment avec la nécessaire implication des pouvoirs publics dans ce processus pour assurer une localisation appropriée des terrains ainsi que leur taille.

De plus, il s'est dit favorable à la fixation d'un cadre réglementaire "pour éviter un mitage du territoire par des activités logistiques déstructurées", ainsi qu'à la création d'une agence nationale de la logistique apte à coordonner l'ensemble des procédures et initiatives en faveur de la facilitation des opérations logistiques.

Pour sa part, le directeur général de la société Boublenza, spécialisée dans l'exportation de la poudre de caroube, Chakib Boublenza, a noté plusieurs défis à relever au profit du secteur logistique national.

Il a ainsi relevé le manque d'infrastructures logistiques modernes et d'offres de services professionnelles intégrées ainsi que le fractionnement des chaînes de transport dû aux mauvaises connexions intermodales.

M. Boublenza a également appelé à remédier la carence en digitalisation des opérations administratives et commerciales et à la lourdeur des procédures de contrôle aux frontières.

Par ailleurs, en marge de cette rencontre, la directrice informatique de l'Entreprise du port d'Alger, Mme Berahma, a fait savoir que les autorités des ports nationaux ont pris conscience de l'importance de la digitalisation de leurs structures.

Ainsi, le port d'Alger bénéficie de son système d'information permettant la dématérialisation de "l'ensemble du processus de passage des marchandises au niveau des ports" contribuant à la baisse des délais de passage, a-t-elle rappelé.

La même responsable est également revenue sur le projet de guichet unique portuaire en cours d'élaboration par le ministère des Travaux publics et des Transports "en cours de finalisation".

Selon Mme Berahma, cela réduira sensiblement les délais de séjour des conteneurs sur les ports.

Sur 800.000 unités débarquées sur l'ensemble des ports commerciaux du pays en une journée, il est possible d'économiser jusqu'à 12 millions d'euros/jour, soutient-elle.

Vers la création de micro-entreprises pour la valorisation des ressources forestières (APS)

L'intérêt de la création de micro-entreprises pour la valorisation des forêts et des produits forestiers a été souligné lundi à Alger par le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi.

Pour ce responsable, l'investissement dans les produits forestiers non ligneux (PFNL) représente un élément vital en faveur d'un développement économique durable. Les PNFL étant définis par l'ensemble des biens, autres que le bois, produits par la forêt et capables de générer de la richesse animale ou végétale.

Intervenant à l'occasion de l'atelier de lancement de développement des micro-entreprises forestières basées sur les produits forestiers non ligneux avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Mahmoudi a estimé que lors des dernières années, la vision de la forêt et de ses fonctions est en phase d'évoluer.

"A la conservation des forêts, qui reste un objectif fondamental, s'ajoute celui de la valorisation des diverses richesses de ce patrimoine", a-t-il souligné. Cependant, il s'agit pour le même responsable, d'opérer cette orientation prudemment à travers une gestion durable, un respect écologique et une équité sociale, parallèlement à la rentabilité économique.

"La valeur économique est souvent sous-estimée, notamment les produits non ligneux", a-t-il regretté. Le même responsable a rappelé que la filière des produits forestiers existe bel et bien dans le marché informel, notamment à travers les herboristeries, soulignant l'impératif d'organiser cette filière pour une meilleure valorisation des produits du terroir et la création d'emplois.

Dans ce cadre, il a fait savoir que les pouvoirs publics, avec la participation de la Direction générale des forêts (DGF), ont entamé l'organisation de cette filière par la création de conseils interprofessionnels "plantes aromatiques" et un conseil "bois et liège" à travers les wilayas du pays ainsi que deux conseils au niveau national.

Le projet de création de micro-entreprise lancé lundi en collaboration avec la FAO, a réuni les cadres de la DGF, des opérateurs économiques ainsi que plusieurs organisations de soutien à la création d'entreprise tels que l'ANSEJ et la CNAC.

Outre la valorisation des PFNL, M. Mahmoudi a indiqué que cette démarche vise également à réduire la pression entropique sur les forêts, notamment à travers la création d'emplois en faveur des populations résidant à proximité des forêts pour tirer profit de cet espace et réduire la pression anthropique sur les forêts.

Présent à cet atelier, le représentant de la FAO en Algérie, Nabil Assaf, a indiqué plusieurs pistes à entreprendre pour développer la filière des PFNL à travers le pays. Ainsi, il s'est dit favorable à la réalisation d'un inventaire et de cartographies des ressources naturelles PFNL pour améliorer la connaissance des potentialités nationales existantes.

Le représentant de la FAO a également indiqué que des expériences dans d'autres pays ont montré l'intérêt de faire évoluer les entités organisées sous forme de coopératives vers des micro-entreprises pour encourager la performance commerciale.

Ces expériences ont également souligné le besoin de doter les forêts abritant des ressources, de plans de gestion pluriannuels pour une exploitation rationnelle tout en arrêtant un programme scientifique de recherche appliquée pour les PFNL.

A noter que cet atelier a permis de s'attarder sur trois produits forestiers: Le romarin, le pin pignon et le caroubier. Selon les organisateurs de l'atelier, le choix s'est porté sur ces trois produits du fait de la maîtrise de leur localisation. Le pin pignon est présent principalement sur les wilayas de Constantine et de Mostaganem, le romarin à Khenchela et le caroubier à Mostaganem et Blida.

L'industrie automobile nationale à l'honneur du 18ème Salon AutoWest (APS)

Le secteur de l'industrie automobile nationale est à l'honneur de la 18ème édition du Salon AutoWest qui se tient jusqu'au 15 décembre au Centre des conventions d'Oran (CCO).

Cette manifestation économique, ouverte dimanche au public, se décline en vitrine de l'industrie locale, donnant visibilité sur la plupart des marques et modèles produits et commercialisés en Algérie.

"La production automobile algérienne : diversification et développement" est le slogan de l'événement, qui attire des foules de visiteurs entre

particuliers, professionnels désirant renouveler leurs parcs roulants, et simples curieux.

Une quarantaine de firmes sont représentées dans les différents stands disposés sur une superficie totale de 12.000 mètres carrés, où elles rivalisent d'arguments attractifs pour séduire les acheteurs potentiels.

Ainsi, des remises de plus de 300.000 dinars sont concédées par certaines marques de véhicules touristiques et utilitaires, alors que le montant déduit du prix initial des gros engins (travaux publics) peut atteindre 500.000 dinars.

Toutefois, plusieurs visiteurs abordés à cette occasion affichent une moue mitigée quant aux prix affichés, estimant que les participants auraient gagné à faire montre d'une meilleure compétitivité pour mieux convaincre les consommateurs.

"J'espérais trouver des prix à un niveau moins élevé, pensant que la tradition de tout salon spécialisé est de proposer du neuf à un prix imbattable", a déclaré Nabil, fonctionnaire qui misait sur un petit véhicule "pas cher".

"Je ne cherche pas le luxe, je veux juste ce qu'il faut pour déposer mes deux enfants à l'école le matin et rejoindre mon lieu de travail plus éloigné aujourd'hui puisque je viens d'emménager dans une nouvelle habitation à la sortie d'Oran", a confié ce salarié qui escompte une perspective plus heureuse dans le marché de l'occasion.

D'autres visiteurs se font plus pragmatiques, affirmant que si les remises sont insuffisantes, le salon n'en constitue pas moins une opportunité à saisir quitte à "emprunter" via les organismes bancaires ou financiers dédiés au leasing (crédit-bail).

Une des grandes nouveautés de ce 18ème Salon "AutoWest" réside dans le fait qu'il se conjugue aux trois temps, à savoir le présent, le passé et le futur.

Ainsi, tout visiteur, acheteur ou simple curieux, peut y découvrir les marques les plus prisées de l'heure, côtoyant leurs aînées du temps jadis exposées dans les pavillons de deux clubs oranais collectionneurs de vieilles voitures.

Le futur de l'industrie nationale se reflète, quant à lui, dans les projets d'extension des usines de construction locales déjà en activité.

L'avenir se dessine aussi dans la création d'un nouveau modèle de véhicule algérien, tel le pick-up monocabine "Oryx" dont le prototype final est dévoilé à l'occasion de ce Salon.

André Abboud, DG de Renault Algérie : «Nous sommes fortement impliqués dans le développement de la filière avec 8 sous-traitants locaux» (Reporters)



C'est avec le statut de précurseur de l'industrie automobile, dans sa version assemblage, faut-il le préciser, que le groupe Renault participe à la 18e édition du Salon de l'automobile de l'Ouest - Autowest 2018 - qui se tient du 9 au 16 décembre au Centre des conventions d'Oran (CCO).

Une participation qui coïncide, justement, avec le 4e anniversaire de l'usine Renault Algérie Production, situé à Oued Tlalat, à tout juste quelques kilomètres du CCO, et dont les activités d'assemblage avaient été officiellement lancées un 10 novembre 2014 avec la sortie de la Renault Symbol sous le slogan « Dernaha Djazairia » et qui allait ouvrir la voie à d'autres constructeurs pour l'implantation d'usines d'assemblage automobile à travers le territoire national. Aujourd'hui, elles sont quatre usines à être opérationnelles en Algérie, alors que plusieurs autres projets attendent l'aval du Conseil national des investissements (CNI) pour passer à l'acte officiel.

Après Renault en 2014, Hyundai (groupe Tahkout) et Kia (Gloviz) et Volkswagen sont venus inaugurer leurs usines respectivement à Tiaret Batna et Relizane, alors que Peugeot a annoncé récemment avoir entamé, à son tour, l'assemblage de la 206 dans son académie, en attendant l'usine qui ne sera prête qu'en 2020 à Tafraoui (Oran).

Cela étant, les nombreux visiteurs qui sillonnent les stands de ce 18e Salon de l'automobile ne manquent pas d'afficher leur étonnement en comptant « seulement trois modèles » exposés chez Renault, à savoir Renault Symbol et Clio et Dacia Sadero Stepway, alors que les superficies d'exposition chez les autres constructeurs arrivés dans l'assemblage automobile « made in bladi » deux années après le groupe au losange accueillent un minimum de 10 modèles déclinés en plusieurs finitions, notamment dans le cas de Sovac et Tahkout Motors Company, deux groupes connus sur la place automobile algérienne pour ne pas s'entendre du tout et qui donnent la nette impression de poursuivre leurs hostilités dans une bataille à distance sur les espaces du CCO. « Est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer comment Renault, qui a commencé à produire des véhicules depuis quatre années, ne nous présente que 3 modèles, alors que ceux qui sont venus après exposent jusqu'à 15 modèles ? », s'interroge, légitimement, un habitué d'Autowest ayant occupé des postes de responsabilité chez plusieurs concessionnaires. Question transmise à André Abboud, directeur général de Renault Algérie qui répondra en affirmant que le projet de son groupe en Algérie est « une approche intégrée et complète du secteur automobile », mise en place avec l'installation de l'usine de Oued Tlalat en 2014. Autrement dit, dans l'objectif d'atteindre une industrie automobile à valeur réelle d'intégration locale, Renault Algérie semble avoir privilégié le chemin qui mène

réellement à cette industrie, explique M. Abboud, en dressant le bilan des activités de son entreprise sur ces quatre dernières années. «En quatre ans, l'usine de Oued Tlalat, fruit d'un partenariat solide et durable entre le Groupe Renault, la SNVI et le FNI, a assemblé plus de 187 000 véhicules, intégré 3 modèles à sa chaîne de montage et crée près de 2 000 emplois directs et indirects », se réjouira notre interlocuteur, ajoutant que la filiale de Renault en Algérie « est fortement impliquée dans le développement de la filière automobile locale avec 8 sous-traitants locaux nommés à fin 2018 fournisseurs de 8 technologies différentes ».

Sur ce registre, le même responsable cite Martur, Sitel, Sarel, Cnan, Total, Nomago, Sealynx et Formfleks, ajoutant que pour 2019, l'objectif est « d'atteindre 12 technologies ». Au-delà du volet industriel, le directeur commercial de Renault Algérie, Hichem Nacer Bey, rappellera que «le premier constructeur algérien dispose du réseau le plus étendu du territoire national» avec ses 56 distributeurs agréés, totalisant 90 showrooms Renault et Dacia et plus de 70 ateliers mécaniques d'entretien et de réparation à travers toute l'Algérie. « Ces ateliers ont reçu plus d'un million de clients sur les 4 dernières années, grâce à la disponibilité de la pièce de rechange d'origine, fournie par son magasin central de rechange qui est le plus grand d'Afrique pour le groupe ainsi qu'à ses experts en mécanique et en carrosserie formés au sein de Renault Algérie Académie aux plus hauts standards du groupe », soutiendra M. Nacer Bey.

Des étudiants de l'université africaine de Tlemcen remportent un prix international (Maghreb Emergent)



Une équipe d'étudiants de l'université de Tlemcen a obtenu le « Go Green in the City 2018 », dans le cadre d'un concours international portant sur la recherche de solutions énergétiques innovantes pour les villes intelligentes organisé aux USA par Schneider Electric le 13 et 14 novembre dernier.

Zvirevo Chisadza et Tariro Cynthia Mutsindikwa, membres de l'équipe Latent Innovations de l'Université Panafricaine des Sciences de l'Eau et de l'Energie de Tlemcen, ont conçu un système innovant de serre photovoltaïque organique, alimentée en énergie par un toit constitué de matériau organique. Celui-ci permet de couvrir durablement des besoins énergétiques hors réseau, contribuant à accroître le rendement de la production agricole et à renforcer la lutte mondiale contre la faim.

Réduction les risques de famine de près de 20%.

Les étudiants de l'université de Tlemcen ont expliqué lors du Go Green in the City 2018 qui s'est tenu à Atlanta, que « les serres alimentées en énergie solaire apparaissent comme une solution innovante pour augmenter le rendement agricole tout en réduisant les risques de famine de près de 20% ». « Les serres photovoltaïques consomment cependant de grandes quantités d'énergie. Pour y remédier, l'équipe Latent Innovations a développé un matériau conçu à base de cellules solaires organiques flexibles pour produire une énergie stable et durable, hors réseau, alimentant en permanence la serre ».

Les dix équipes finalistes venues des Etats-Unis, de Chine, d'Allemagne, d'Algérie, d'Indonésie, du Brésil, d'Inde, d'Espagne, du Canada et du Vietnam ont exposé leurs idées devant un panel VIP de dirigeants et d'experts techniques internationaux de Schneider Electric à l'occasion de l'Innovation Summit North America, qui rassemblait 1200 entrepreneurs, dirigeants et leaders reconnus de l'industrie de toute l'Amérique du Nord.

“SONATRACH INVESTIRA DANS LE DESSALEMENT D’EAU DE MER” (RESPONSABLE) (Maghreb Emergent)

Le responsable a annoncé la finalisation de deux stations de dessalement, à El Tarf et à Bejaïa, auxquelles s'ajouteront deux autres stations à Skikda et Zéralda (Alger).

Annoncée par le ministre des Ressources en eau il y a quelques mois, la création par Sonatrach d'un groupe industriel spécialisé dans le dessalement d'eau de mer, a été confirmée par le directeur central des ressources en eaux non conventionnelles auprès du même ministère, Abdelwahab Smati.

Intervenant ce matin sur la Radio nationale, le responsable a expliqué qu'il était temps de créer ce groupe industriel dans la perspective de sécuriser l'alimentation en eau du pays, en affirmant que cette industrie « est devenue nécessaire étant donné que les pouvoirs publics envisagent de créer 14 stations de dessalement d'eau de mer, à travers toutes les wilayas côtières ».

Smati a rappelé l'importance capitale de la maîtrise technologique dans la création de ce groupe industriel, notamment dans la fabrication des membranes, qui constituent le cœur des stations de dessalement.

Il dira, à ce propos, que « le transfert de technologie n'est pas une chose évidente et qu'il faudra travailler sur la maîtrise de cette technologie pour pouvoir créer une industrie pour le dessalement en Algérie (...) Ceci permettra de soutenir nos stations de dessalement actuelles et futures ».

Par ailleurs, le responsable a indiqué qu'actuellement, les stations de dessalement d'eau de mer produisent quelque 2,2 millions de mètres cubes d'eau par jour, soit 17% du besoin national en eau.

Il a annoncé dans la foulée la finalisation de deux stations de dessalement, à El Tarf et à Bejaïa, auxquelles s'ajouteront deux autres stations à Skikda et Zéralda (Alger).

Le prix du pétrole baisse en raison de doutes sur l'offre et la demande (TSA)

Les cours du pétrole sont retombés lundi alors que l'efficacité d'un accord de réduction de la production signé par l'Opep et ses partenaires posait question, au moment où les craintes de recul de la demande montaient en raison des tensions sino-américaines.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a clôturé à 59,97 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,70 dollar par rapport à la clôture de vendredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour janvier a perdu 1,61 dollar à 51,00 dollars.

Confrontés à un plongeon d'environ 30% des cours depuis début octobre, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, menés par la Russie, ont annoncé vendredi une baisse de leur production de 1,2 million de barils par jour pour les six prochains mois, contribuant à un sursaut des cours.

Ce sursaut a toutefois été bien éphémère, les cours ayant abandonné lundi la quasi-totalité de leurs gains glanés lors de la séance précédente.

"Ce n'est manifestement pas encore suffisant", a jugé Joshua Mahony, analyste pour IG, alors que le marché demeurait inquiet à propos d'un possible surplus d'offre.

Selon Tamas Varga, analyste pour PVM, la perte d'influence de l'Organisation et le "facteur Trump" ne sont ainsi pas à négliger.

"Alors que les Etats-Unis sont devenus un exportateur net de pétrole brut, le président a plus de poids que jamais pour mettre la pression sur les autres producteurs et donc sur les prix", a expliqué M. Varga.

La production hebdomadaire américaine, dévoilée par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) a évolué à des niveaux supérieurs à 11 millions de barils par jour lors des six dernières semaines, un niveau historiquement élevé.

"Avec le plongeon récent des cours du brut, on aurait pu imaginer les producteurs américains tirer la langue. Or ce n'est pas du tout le cas", a souligné Kyle Cooper de ION Energy. "Ils sont devenus très bons dans cette industrie", a-t-il ajouté, en référence aux niveaux de prix de plus en plus bas dont ont besoin les producteurs américains pour être rentables.

Cette pression sur l'offre intervient au moment où les inquiétudes sur le conflit commercial entre Washington et Pékin menace également de peser sur la demande de brut.

La Chine, qui subit actuellement un ralentissement de son économie, est un très gros consommateur de brut.

Coopération

Algérie-Angola: la coopération énergétique évoquée à Alger (APS)

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu lundi à Alger, le secrétaire d'Etat angolais aux Relations extérieures, chargé de la coopération internationale et des communautés angolaises, Domingos Custodio Vieira Lopes, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cette rencontre tenue en marge de la réunion d'experts préparatoire à la 5ème session de la commission mixte de coopération algéro-angolaise (8 et 9 décembre à Alger), les deux parties ont évoqué les opportunités d'investissement dans les deux pays et les actions concrètes pour établir des partenariats gagnant-gagnant dans les domaines des hydrocarbures, des services pétroliers et de la formation, selon la même source.

Ils ont également abordé la mise en œuvre des conclusions de la dernière commission mixte algéro-angolaise tenue en juillet 2011 et ont passé en revue l'état d'avancement des travaux du groupe de travail composé des représentants des deux pays, mis en place en juillet 2013 suite à la visite du ministre de l'Energie en Angola durant la même période.

A ce propos, le ministre a appelé à redynamiser le groupe de travail mixte afin de promouvoir la coopération entre la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et le groupe angolais Sonangol, en matière d'exploration/production des hydrocarbures ainsi que dans le domaine de la pétrochimie.

Les deux parties ont échangé aussi sur l'évolution des marchés pétroliers et la poursuite des concertations entre les deux pays, notamment en sein de l'OPEP, en faveur de la stabilité des marchés pétroliers, de l'intérêt mutuel des pays producteurs et consommateurs, de l'approvisionnement efficace, économique et sûr des pays consommateurs, d'un rendement équitable du capital investi ainsi que du retour de la confiance des investisseurs dans l'industrie pétrolière, ajoute le communiqué.

Tlemcen: L'agriculture au menu de l'ambassadeur de la délégation de l'UE en Algérie (Le Quotidien d'Oran)

L'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, M. John O'Rourke, a indiqué hier à Tlemcen que le Programme d'actions pilote pour le développement rural et de l'agriculture en Algérie (PAP-ENPARD-Algérie), lancé en coopération entre l'Algérie et l'Union européenne, constitue une grande opportunité pour les groupements des agriculteurs ruraux afin de dynamiser leurs activités agricoles grâce à ce programme. Intervenant à l'occasion de la clôture du PAP-ENPARD de la

femme rurale à Tlemcen, et l'exposition organisée sur " la valorisation des ressources locales au service du développement territorial ", au palais de la culture Abdelkrim-Dali, par l'antenne locale du programme d'actions pilote pour le développement rural et de l'agriculture en Algérie (PAP-ENPARD-Algérie) de Tlemcen, M. John O'Rourke a souligné que "la valorisation des ressources locales peut également soutenir un modèle de développement basé sur une utilisation durable de l'environnement, une valorisation des hommes et de leurs savoir-faire et la recherche d'une réponse aux besoins des habitants". Dans son approche présentée lors de cette rencontre, l'ambassadeur a précisé les principaux axes de ce programme de trois ans, visant à développer l'agriculture, le tourisme et l'artisanat au sein des territoires à identifier, en impliquant, selon lui, l'ensemble des acteurs publics, privés et associatifs.

Le programme d'actions pilote pour le développement rural et l'agriculture repose sur une approche innovante pour redynamiser les territoires à travers des projets de développement durable, permettant la mise en place d'un processus participatif pour l'identification des projets de développement durable. Il touche 17 wilayas du pays et comprend deux stratégies d'intervention, à savoir l'appui à des projets associatifs (AREA-ED, FEC), et la concertation d'actions dans 4 wilayas pilotes (Aïn Témouchent, Laghouat, Sétif et Tlemcen) avec l'appui d'une assistance technique (ATA). Le programme en question a démarré par des diagnostics territoriaux participatifs réalisés au niveau des quatre wilayas pilotes et grâce à l'appui des collectivités locales. Il vise aussi, selon M. O'Rourke, la mise en valeur des produits et des ressources locaux et l'amélioration de leur qualité en vue de les mettre sur le marché.

Le programme prévoit aussi le renforcement de la communication et de l'information sur les initiatives entrepreneuriales des acteurs locaux. Pour sa part, le chef de l'antenne PAP-ENPARD de Tlemcen, Réda Allal, a rappelé à l'assistance la stratégie de la wilaya qui s'articule sur le pôle d'excellence santé, environnement et bien-être, le développement de la filière des PAM, le développement du caroubier et du chêne-liège, le développement et la promotion des circuits touristiques, la diversification des formes de tourisme dans la wilaya, la sauvegarde des métiers de l'artisanat (poterie, tapisserie, vannerie), la contribution au renforcement de la sécurité alimentaire durable et le développement des systèmes productifs locaux, l'amélioration de la performance environnementale et le renforcement du cadre institutionnel et des synergies intersectorielles.

M. Réda Allal s'est longuement attardé sur les ateliers organisés dans le cadre de la mission d'appui à la distinction de l'huile d'olive de l'ouest du pays, soulignant que la mission d'expertise a été lancée en septembre 2017 pour appuyer l'élaboration d'une stratégie de distinction commerciale pour l'huile d'olive dans la région, et accompagner les oléiculteurs, leurs associations et les huileries d'Aïn Témouchent et Tlemcen et celles des autres wilayas de l'Ouest dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de distinction commerciale de la qualité de l'huile d'olive.

Avec l'appui du programme, il a été décidé de déposer une marque collective, dont le référentiel sera détenu par une association en cours de création. Outre la présentation des activités du programme au niveau de la wilaya de Tlemcen (ATA/FEC/AREA-ED), une exposition coïncidant avec la Journée internationale des montagnes a regroupé tous les partenaires locaux du programme PAP-ENPARD Algérie, à savoir la conservation des forêts, les services agricoles, la direction du tourisme et de l'artisanat, la chambre de l'artisanat et des métiers et les bénéficiaires du programme et de nombreux artisans de la wilaya.

Participation de l'Algérie à la 1e Foire commerciale intra-africaine au Caire (APS)



La 1ère édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2018) se tiendra du 11 au 17 décembre courant au Caire à laquelle participeront 38 entreprises algériennes sous la conduite du ministre du Commerce, Said Djellab.

Les entreprises algériennes prenant part à cette manifestation économique du continent africain, qui est organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en collaboration avec l'Union africaine (UA), activent essentiellement dans l'agroalimentaire et les produits agricoles, l'électroménager, l'industrie mécanique et les textiles. Cette foire a pour but de stimuler le commerce intra-africain et soutenir la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) dont l'accord avait été signé en mars 2018 par 44 chefs d'Etat et de gouvernement africains lors du sommet extraordinaire de l'UA à Kigali (Rwanda).

La décision d'établir la ZLECA avait été adoptée en 2012 lors de la 18ème session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernement de l'UA, tandis que les négociations sur la ZLECA au sein de l'UA avaient débuté en 2015.

Cette zone a pour but de constituer un marché unique pour les biens et services au niveau du continent en assurant la libre-circulation des activités et des investissements. Ce qui devrait permettre, selon l'UA, d'accélérer la mise en place de l'Union douanière africaine.

Première du genre à l'échelle africaine, la Foire commerciale intra-africaine (IATF) est une manifestation qui fournit une plateforme de partage et d'échange d'informations sur le commerce, l'investissement et

le marché en vue de permettre aux clients, aux fournisseurs et aux pays africains de se joindre, de discuter et de conclure des accords commerciaux.

Foire commerciale intra-africaine: Plus d'un milliard d'exposants

L'IATF, qui représente un effort de collaboration important entre l'UA et l'Afreximbank, constitue une étape importante vers la réalisation des objectifs de la ZLECA laquelle s'étendra sur un marché unique de plus d'un (1) milliard de personnes.

Cette première édition est organisée au Caire suite à la signature de l'accord d'accueil entre l'Afreximbank, l'UA et le gouvernement égyptien en marge du Sommet de l'UA de mars dernier à Kigali.

Une analyse de l'Afreximbank montre que l'une des raisons pour lesquelles le commerce intra-africain est faible, aux environs de 15%, contre 59% en Europe, 51% en Asie et 37% en Amérique du Nord, réside dans le déficit d'accès à l'information sur le commerce et le marché du continent.

Parmi les initiatives proposées pour relever ce défi, l'Afreximbank a décidé d'organiser cette Foire commerciale intra-africaine tous les deux ans afin de fournir des informations sur le marché et le commerce et servir de contact entre les différents acteurs du commerce africain.

Pour rappel, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé les entreprises algériennes à s'orienter vers les marchés africains et à asseoir des ponts logistiques contribuant dans la dynamique du commerce et de la coopération économique algéro-africaine qui demeure en deçà des potentialités existantes.

Actuellement, les échanges commerciaux de l'Algérie avec l'Afrique demeurent faibles en ne dépassant pas les 3 milliards de dollars par an et s'effectuent quasiment avec seulement cinq (5) pays du continent.

Ces 3 milliards de dollars d'échanges se répartissent entre 1,6 milliard de dollars d'exportations algériennes et de 1,4 milliard de dollars d'importations auprès des pays africains.

Les exportations algériennes hors-hydrocarbures vers l'Afrique s'élèvent à 206 millions de dollars seulement, soit 13% du montant global des exportations vers le continent.

Dans le cadre du déploiement d'une nouvelle dynamique à travers diverses manifestations économiques algériennes à l'étranger, des expositions spécifiques des produits algériens ont été organisées, cette année, à Washington, Bruxelles, Nouakchott, Doha, Libreville et Dakar.

A ce propos, M. Djellab a fait part, dimanche dernier à Alger, de l'organisation en 2019 et en 2020 d'une tournée à travers une quarantaine de pays pour promouvoir les produits algériens à travers le monde et leur permettre de pénétrer les marchés extérieurs.

Dans ce sens, une rencontre nationale sur le développement des exportations nationales se tiendra dans les prochains jours à Alger, qui regroupera l'ensemble des acteurs de la logistique, des douanes et des établissements bancaires notamment, et ce, dans l'objectif de l'élaboration d'une feuille de route dédiée au renforcement des exportations hors hydrocarbures, a fait savoir le ministre.

Selon lui, les expositions spécifiques algériennes tenues cette année dans plusieurs pays ont permis de confirmer que "le produit algérien a sa place dans les marchés étrangers".

Veille

Oran : le 7e salon national des industries traditionnelles du 26 décembre au 1er janvier (APS)



La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) d'Oran organisera la 7ème édition du Salon national des industries traditionnelles du 26 décembre courant au 1er janvier prochain, a-t-on appris, lundi, du président de cette institution, Ferhat Boukhari.

Entre 150 et 200 artisans représentant 35 wilayas de différentes régions du pays vont prendre part à cet événement, a indiqué à l'APS M. Boukhari, ajoutant que le choix de cette période précise pour l'organisation du salon vise à assurer "un afflux important des visiteurs car, coïncidant avec les vacances scolaires d'hiver".

Le salon, qui aura pour théâtre le Centre d'artisanat sis à Haï Essabah dans la commune de Sidi Chahmi, permettra aux participants de faire connaître et de commercialiser leurs produits, selon le même responsable qui a souligné l'importance de maintenir cette tradition annuelle "qui encourage la promotion des différents produits des artisans activant dans ce domaine, à l'image des spécialistes de la céramique et la poterie".

Cet événement, placé sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, s'inscrit également dans le cadre des efforts du ministère pour promouvoir l'activité artisanale, faisant partie du patrimoine culturel, ainsi que l'échange d'expériences entre artisans de divers domaines et spécialités, souligne-t-on de même source.

L'occasion sera propice également pour les habitants d'Oran et les touristes nationaux de passage dans la capitale de l'ouest du pays, en cette période de vacances, pour découvrir la richesse de l'artisanat algérienne et la diversité de ses produits.

Ce salon permettra de jauger le niveau atteint par cette industrie dans le pays, a conclu le président de la CAM.